



PERSPECTIVES

Un scrutin dans un pays virtuel

Entre intifada et occupation israélienne, les Palestiniens vont aux urnes



Même s'il emprunte parfois des symboles à feu Yasser Arafat, Mahmoud Abbas reste le préféré des Israéliens et des Américains.

La Cisjordanie et la bande de Gaza

Géographie: La Cisjordanie et la bande de Gaza couvrent une surface totale de 6020 km². La Cisjordanie (5655 km²) est située à l'est d'Israël et à l'ouest de la Jordanie qui se trouve de l'autre côté du fleuve Jourdain. La bande de Gaza (365 km²) se trouve au sud-ouest d'Israël, le long de la Méditerranée, et est bordée à l'ouest et au sud par l'Égypte.

Population: Les deux territoires comptent environ 3,7 millions d'habitants, selon le Bureau central palestinien de statistiques. Quelque 2,4 millions de Palestiniens vivent en Cisjordanie et le reste dans la bande de Gaza, une des zones de populations les plus denses. Selon l'UNRWA, il y a également 2,3 millions de réfugiés palestiniens répartis dans le reste du monde arabe, dont 1,4 million en Jordanie. Le Liban et la Syrie en accueillent, chacun, 370 000.

Langue officielle: arabe

Capitale: L'Autorité palestinienne est basée à Ramallah, en Cisjordanie. Cependant, les Palestiniens ont toujours affirmé que Jérusalem serait la capitale d'un éventuel Etat palestinien.

Principales villes: Cisjordanie: Hébron, Ramallah, Naplouse, Jéricho, Jénine, Bethléem; Bande de Gaza: Gaza, Khan Younés, Rafah

Religion: La grande majorité des Palestiniens (97 %) sont musulmans. Une petite minorité chrétienne est très active.

Économie: L'économie palestinienne s'est effondrée depuis le début de la seconde intifada en septembre 2000 et dépend désormais largement de l'assistance étrangère (883 millions de dollars versés en 2003 par les pays donateurs). En

quatre ans, le revenu moyen des Palestiniens a reculé de plus d'un tiers tandis qu'un quart de la population active est au chômage; 47 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Histoire: La Palestine, autrefois gouvernée par les Ottomans, passe sous mandat britannique en 1922. Des affrontements entre Arabes et Juifs conduisent la Grande-Bretagne à se retirer en 1947 vers les Nations unies qui proposent la partition en deux Etats indépendants, l'un arabe, l'autre juif. Israël proclame son indépendance en 1948, occupant 77 % du territoire de la Palestine. Plus de la moitié de la population est contrainte de fuir ou est expulsée. Lors du conflit israélo-arabe de 1967, Israël occupe la rive occidentale du Jourdain et la bande de Gaza. Jérusalem est annexée par l'Etat juif.

Agence France-Presse

Fin de la courte campagne présidentielle palestinienne hier, balayée sous le tapis des médias par les tsunamis survenus en Asie du Sud-Est et une autre élection cruciale, celle du 30 janvier prochain en Irak. Vrai que le nouveau chef de l'OLP, Mahmoud Abbas, grand favori à la succession de Yasser Arafat, est à peu près certain de l'emporter demain. La question est de savoir si sa victoire à la présidence de l'Autorité palestinienne sera suffisamment convaincante pour lui permettre de gouverner avec une certaine légitimité et si son élection ouvrira de durables perspectives de paix avec Israël.

GUY TAILLEFER

ser le permis de sortie qui leur était nécessaire pour aller faire campagne en Cisjordanie.

Un avantage évident

À titre de candidat désigné du Fatah, principal mouvement de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Mahmoud Abbas a bénéficié électoralement d'une machine qui contrôle par ailleurs très lourdement les institutions palestiniennes — ou ce qu'il en reste. Ce qui lui donne sur ses adversaires, qui n'ont pas manqué de s'en plaindre, un avantage évident. Dans les rues des villes de la Cisjordanie et de Gaza, les affiches électorales le représentant en tandem avec le raïs défunt ont dominé en nombre et en taille celles de ses adversaires. Les sondages lui donnent au moins 50 % des intentions de vote, contre environ 22 % à M. Barghouti.

Si M. Abbas, qui fut brièvement premier ministre avant de se quereller avec Arafat, apparaît comme le candidat du compromis pour une majorité de Palestiniens, il est aussi le préféré des Israéliens et des Américains pour la suite du «processus de paix», qui ne va nulle part. Bref, George W. Bush et Ariel Sharon, qui a intérêt à ce que l'élection se passe bien au moins en apparence, l'ont déjà élu depuis longtemps. «Les Israéliens se sont employés à embêter tous les candidats, sauf Abbas», note Rachad Antonius, sociologue à l'UQAM.

Portant tout à coup le keffieh caractéristique par-dessus la cravate, M. Abbas a piqué en tout début et en toute fin de campagne des colères contre l'occupation israélienne et l'«ennemi sioniste». Mais il aura en général eu un ton beaucoup plus modéré face à Israël, prônant plus souplement la reprise du dialogue avec lui, tout en défendant en bon nationaliste — il fut l'un des fondateurs du Fatah — les positions traditionnelles de l'OLP: la création d'un Etat dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, le droit de retour des trois millions de réfugiés et la libération des prisonniers palestiniens.

M. Abbas, 69 ans, a été d'autant plus dominant dans la course à la présidentielle qu'il s'est retrouvé sans rival de poids après le retrait de Marouane Barghouti, chef de fil de l'intifada détenu dans une prison israélienne; et de la décision du mouvement islamiste Hamas de boycotter l'élection. Premier successeur du leader historique, le défi n'en sera pas moins grand pour M. Abbas qui ne dispose pas de réseaux solides dans l'appareil palestinien. D'où la nécessité première pour lui d'obtenir une majorité éclatante — d'au moins 70 %, dit-on dans son entourage, «avec la plus forte participation possible» — qui lui donnera assez de légitimité pour imposer son autorité. L'ampleur de sa victoire dépendra en partie de l'efficacité avec laquelle le Hamas aura convaincu ses sympathisants de boycotter le scrutin. Or, croit M. Antonius, «M. Abbas, comme figure nationaliste, est capable d'aller chercher une partie des sympathisants du Hamas».

Pour autant, les analystes sont largement sceptiques quant à l'espoir de changement que certains font miroiter avec l'élection de M. Abbas. À l'intérieur, où la société palestinienne n'en peut plus de l'insécurité ambiante et de la corruption, «il a promis un peu plus de transparence», dit M. Antonius, mais cela est loin d'annoncer un virage marqué en ce qui a trait à la démocratie et à l'imputabilité de l'Autorité palestinienne.

VOIR PAGE B 2: SCRUTIN

Quelque 1,1 million d'électeurs palestiniens inscrits sont invités demain, dimanche 9 janvier, à participer à la première élection à l'échelle de tous les territoires depuis 1996. Pour eux comme pour les sept candidats en lice, le morcellement de leur pays virtuel et les contrôles sécuritaires israéliens auront mis des bâtons dans les roues à cet important exercice démocratique précipité par la mort de Yasser Arafat, le 11 novembre dernier.

N'empêche que, disait cette semaine le chef de la mission d'observation électorale de l'Union européenne, Michel Rocard, «la campagne a fait apparaître un appétit de démocratie, avec l'espoir de sortir de l'impasse». M. Abbas et son principal, quoique lointain rival, le candidat indépendant Moustapha Barghouti, un homme de la gauche réformiste très engagé dans la société civile, sont des modérés catégoriquement opposés au terrorisme du Hamas et à la militarisation de l'intifada.

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, s'était engagé en début de campagne, il y a deux semaines, à tout faire pour que l'élection du nouveau président de l'Autorité palestinienne soit «libre, juste et efficace», promettant la libre circulation des candidats ainsi que des quelque 500 observateurs internationaux (une vingtaine sont canadiens) qui superviseront le scrutin. Les autorités israéliennes ont aussi assuré qu'elles faciliteraient les opérations de vote en réduisant les conditions de circulation dans les territoires, rendues très contraignantes depuis le début de l'intifada en septembre 2000. Dans les faits, les questions de sécurité — et de politique israélo-palestinienne — ont, de nombreuses reprises, primé sur la liberté de mouvement.

Vote par courrier à Jérusalem

La difficulté de voter et de faire campagne aura peut-être été la plus probante dans la partie orientale et palestinienne de Jérusalem, cœur symbolique du conflit territorial israélo-palestinien. Comme Jérusalem n'est pas nommément sous autorité palestinienne, le gouvernement israélien a commencé à refuser le droit de vote aux dizaines de milliers d'électeurs de Jérusalem-Est. Après compromis, ces électeurs pourront voter par courrier, dans les bureaux de poste. Mais iront-ils voter? En 1996, lorsque Arafat avait été élu, la présence policière massive aux abords des bureaux de poste et les rumeurs qui laissaient entendre que toute personne ayant voté perdrait son statut de résident avaient dissuadé de nombreux Palestiniens d'aller voter, rappelait cette semaine au Monde le directeur d'un centre de défense des droits sociaux et économiques à Jérusalem.

Hier encore, M. Barghouti a accusé Israël de «saboter sa campagne». Il a été arrêté hier par la police et détenu pendant quelques heures après avoir tenté d'entrer dans la mosquée al-Aqsa, à Jérusalem-Est, pour assister à la prière du vendredi. C'était la deuxième fois depuis le début de la campagne que M. Barghouti était interpellé. Par précaution, M. Abbas a choisi hier d'éviter Jérusalem-Est où il comptait clore la campagne, mais non sans promettre que les Palestiniens marcheront un jour sur Jérusalem «par millions en hommes libres». Deux autres candidats originaires de Gaza se sont vu refu-

Mahmoud Abbas, le favori, devra asseoir sa légitimité



• PERSPECTIVES •

Faut-il ou non être en Irak?

La presse française s'interroge après la disparition de Florence Aubenas

MARC SEMO
ET SERVICE MÉDIAS

Il n'y avait hier soir toujours aucune nouvelle de notre journaliste Florence Aubenas et de son interprète Hussein Hanoun al-Saadi disparus à Bagdad mercredi. Un des porte-parole de l'armée américaine, le lieutenant-colonel Barry Johnson, a affirmé que les forces américaines déployées dans la capitale ne les détenaient pas et l'inquiétude continue donc de croître.



Sans nouvelles depuis mercredi

«Nous mobilisons tous les moyens pour obtenir des informations et la retrouver», a déclaré le président Jacques Chirac à l'occasion de ses vœux à la presse. Le parti socialiste n'est pas en reste et son porte-parole Julien Dray a fait part de «la très grande inquiétude» du parti.

Tous soulignent la nécessité d'une «mobilisation immédiate» rappelée comme Robert Ménard de Reporters sans Frontières que celle-ci avait aidé à sauver Christian Chesnot et Georges Malbrunot, détenus 124 jours par l'Armée Islamique d'Irak.

Aucun élément concret, témoignage ou revendication, n'était pour le moment la thèse de l'enlèvement, mais cette crainte est dans tous les esprits, relançant les interrogations sur le travail des médias en Irak alors que l'approche des premières élections libres prévues pour le 30 janvier déchaîne la guérilla sunnite. «S'il y avait moins de journalistes sur place, il y aurait moins de risques. [...] On expose la vie des gens. Ce n'est pas raisonnable», a accusé le chef de l'État en discutant avec la presse à l'Élysée déconseillant «formellement» aux journalistes d'aller en Irak. Le maire de Paris Bertrand Delanoë a estimé pour sa part que les journalistes devaient «penser à leur sécurité», mais qu'il ne fallait «pas céder non plus complètement devant les dictatures».

Dans une interview au site Web de Libération, Christian Chesnot souligne qu'il faut continuer à couvrir les événements en Irak, alors que Georges Malbrunot se demande si «envoyer des journalistes n'est

pas faire le jeu des ravisseurs qui n'attendent que cela». Nombre de médias étrangers, notamment les grands networks anglo-saxons, continuent d'être présents travaillant avec journalistes «embed» (incrutés) dans les unités, des collaborateurs locaux et des envoyés spéciaux, sortant rarement de leurs hôtels bunkers sinon avec des escortes armées. Les rédactions françaises sont plus que jamais écartelées.

Agence à vocation mondiale, l'AFP, va renforcer son dispositif avant le scrutin. Depuis le rapt de Malbrunot, le Figaro a préféré renoncer. Même décision à RTL: «Malbrunot nous a déconseillé d'y retourner. En tous cas, pas à Bagdad. Surtout s'il s'agit pour le journaliste de rester enfermé dans sa chambre d'hôtel.» LCI, quant à elle, préfère faire appel au journaliste pigiste Roger Auque, ancien otage au Liban.

France Inter se donne quelques jours pour décider. À France Info, le dispositif initial est suspendu. Europe 1 hésite à renvoyer à la mi-janvier les deux équipes encore présentes avant Noël. «Nul n'a envie de risquer la vie d'un journaliste, mais n'est-il pas aussi très dangereux de se contenter des seules informations d'al-Jazira?», interroge le directeur de l'Info, Hugues Durocher. Même perplexité du côté des télévisés. À France Télévisions, le président Marc Tessier a suspendu tout départ de reporter. «Jusqu'à nous envoyons des équipes réduites pour un minimum de temps, pour ne pas faire comme les Américains qui envoient des confrères irakiens filmer pour eux pendant qu'ils restent enfermés dans leur hôtel. Mais aucune info ne vaut la vie d'un homme», juge Arlette Chabot, directrice de l'information de France 2. Au Monde, pour l'instant absent d'Irak, on étudie la possibilité d'y retourner à très brève échéance. Comme à RFI. Car comme le dit le tout nouveau directeur d'antenne Bernard Brigouleix: «Je continue de penser que notre présence journalistique est évidemment utile.»

Libération

L'éditorial de Libération

Florence et Hussein

SERGE JULY

Faut-il aller en Irak? Libération a déjà répondu à cette question: nous sommes actuellement en Irak, avec Florence Aubenas, journaliste de Libération depuis 19 ans, «grand reporter» que nos lecteurs connaissent bien et qu'ils ont pu lire récemment sur le procès Dutroux, après le Rwanda, l'Algérie, l'Afghanistan ou l'Irak. Jeudi matin nous avons publié une longue enquête de Florence sur la campagne électorale irakienne. Il suffit de la relire: Florence incarne, à bien des égards, les valeurs et les qualités de notre journal, et de l'équipe qui le réalise tous les jours. Florence n'est pas une touriste mais un témoin professionnel, un de ces artisans de l'information qui justement n'est pas, ne peut pas être, ne sera jamais un agent de communication.

Florence a disparu depuis mercredi matin et avec elle son guide dans la société irakienne, à la fois interprète et accompagnateur, Hussein Hanoun al-Saadi, qui collabore avec Libération depuis 18 mois, qui est un élément important de notre dispositif en Irak et sans lequel notre «couverture» des événements ne serait pas ce qu'elle est.

Elle s'est rendue à Bagdad le 16 décembre, moins d'une semaine avant que nos deux confrères, Georges Malbrunot et Christian Chesnot soient libérés. Parmi toutes les raisons de s'y rendre, évidemment cette campagne électorale, mais aussi le fait que nous étions toujours sans nouvelle des deux journalistes français et qu'il nous paraissait utile à leur défense et à leur protection, que justement des journalistes français opèrent sur place. Florence a naturellement rendu compte de leur libération et des conditions dans lesquelles celle-ci s'est opérée.

L'Irak est un pays en guerre à la veille d'une échéance électorale qui pour être brinquebalante, n'en est pas moins un processus de légitimation. Guerre américaine et multiples résistances, guerres civiles évidemment, terrorismes et brigandages de tous ordres, toutes ces guerres sont meurtrières pour les irakiens, pour les soldats de la coalition, mais aussi pour les journalistes, pour ces encombrants té-

moins professionnels, d'autant plus encombrants qu'ils dérangent à peu près tous les acteurs de cette tragédie politique, qui souhaitent les uns et les autres leur départ d'Irak. Le jour où il n'y aura plus de journalistes à Bagdad, Donald Rumsfeld, le secrétaire US à la Défense, et le représentant al-Qaïda en Irak, Zarqawi, seront les principales sources d'information. Si des portes restent entrebâillées, nous le devons à des poignées de journalistes sans lesquels ce pays deviendrait un territoire aveugle.

Toutes les guerres sont dangereuses à couvrir. Aucune ne se ressemble et pourtant les risques s'y répètent inlassablement. Avec ses victimes, ses blessures. Libération a les siennes. À chaque guerre, les mêmes questions, les mêmes inquiétudes, les mêmes réponses sur l'incontournable devoir d'informer. Il est possible de limiter, de raisonner les risques, pas de les éliminer. Guerres d'hier, d'aujourd'hui, et de demain.

Quelles que soient les précautions, chaque instant est une épreuve, un acte de courage. Mais aussi un témoignage indispensable sans lequel notre vision du monde se réduirait à des communiqués officiels. Il n'y a pas de débat, de réflexion, de vie sociale et démocratique, sans ces dizaines de milliers d'actes individuels ici et ailleurs, par tous les temps et en tous lieux.

À chaque départ pour la capitale irakienne, nous nous interrogeons sur les risques, sur l'optimisation des sécurités, sur les procédures à renforcer. À chaque départ, le même questionnement, sur le moment, l'opportunité, la météo de la guerre, nos conditions de sécurité. La réponse doit être à chaque fois adaptée. En Côte d'Ivoire par exemple, en janvier 2004, nous avions pris la décision, avec RFI, de retirer notre correspondante, Virginie Gomez, parce qu'elle était directement menacée par les «patriotes» et nous avions alors pratiqué la politique éditoriale des sauts de puce sur place, pratique qui est appelée à se répéter en Irak.

Nous attendons tous la réapparition de Florence et de Hussein, le cœur étroit et le souffle court.

Libération



Les OGM risquent de nouveau de reprendre leur place sur le devant de la scène médiatique avec la présentation d'une étude commandée par le gouvernement du Québec et portant sur la pertinence d'un étiquetage obligatoire.

La génétique, le gras et la santé

Ces trois concepts devraient de nouveau figurer au menu du débat agroalimentaire

FABIEN DEGLISE

Les voyants, astrologues et autres diseuses de bonne aventure ne risquent pas, dans ce domaine, de se tromper. Lorsqu'il va être question d'agroalimentaire, trois concepts devraient de nouveau résonner très fort en 2005: organismes génétiquement modifiés (OGM), gras trans et prévention des maladies par une meilleure alimentation.

L'année qui s'est achevée a finalement donné le ton et les couleurs de celle qui arrive. Et dès ce printemps, les OGM risquent de nouveau de reprendre leur place sur le devant de la scène médiatique avec la présentation d'un rapport commandé plus tôt en 2004 par le cabinet de la ministre de l'Agriculture, Françoise Gauthier, à un chercheur de l'UQAM pour évaluer la pertinence d'un étiquetage obligatoire des produits alimentaires qui en contiennent.

Promesse électorale faite par les libéraux lors de la dernière campagne, la délicate question de cet étiquetage obligatoire, plutôt que volontaire comme actuellement en vigueur au Canada, est venue hanter la ministre depuis son entrée dans le cabinet Charest. Régulièrement, les groupes de pression lui ont rappelé cet engagement non respecté. Et en juin dernier, la Commission parlementaire de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (CAPA) qui s'est penchée sur la sécurité alimentaire a même fait de ce point une recommandation claire laissée dans les mains du gouvernement.

Devant la pression qui s'accroît de tous bords tous côtés, 2005 pourrait donc venir combler les membres de la CAPA et les groupes de pression à qui la ministre répète inlassablement que, sans l'appui des autres pro-

vinces, Québec ne bougera pas. Mais tout ça, c'était avant le «virage vert et durable» du gouvernement, se disent aujourd'hui plusieurs groupes environnementaux.

Ce virage, d'ailleurs, pourrait apporter de l'eau au moulin de l'un de ces groupes, l'Union Paysanne (UP), qui depuis des années espère avec d'autres la tenue d'états généraux sur l'agriculture au Québec afin de discuter collectivement et «avec tous les acteurs du milieu», précise Maxime Laplante, nouveau président de ce mouvement paysan, des enjeux et des orientations du monde agricole. Tout un programme qui, selon lui, devrait déboucher par la suite sur l'adoption d'une véritable politique agricole au Québec, chose que l'UP réclame depuis sa création. Ou presque.

À mort les gras qui tuent...

Cette politique est encore loin de voir le jour. Contrairement à la disparition des gras trans, ces acides gras néfastes pour le cœur, dans l'alimentation humaine, dont la mise à mort doit être signée dans un projet de loi fédéral d'ici la fin de 2005, ont décidé les parlementaires fédéraux en novembre dernier.

L'entreprise est ambitieuse. Et son évolution dans les mois à venir, avec consultations, débats et lobbying des industriels de rigueur, va être surveillée de près par l'Ordre professionnel des diététistes du Québec (OPDQ), qui est bien curieux de voir par quoi ces gras vont être remplacés. «Il faut être vigilants», dit le président de l'ordre, Paul-Guy Duhamel. Les gras trans sont mauvais, c'est évident. Mais les remplacer par des gras saturés [provenant du beurre ou du saindoux] ne peut pas être une solution acceptable.

Alors que l'Union Paysanne rêve pour 2005

d'une politique agricole, l'OPDQ, lui, penche plutôt pour l'adoption par Québec d'une politique nationale de la nutrition, comme l'a indirectement recommandé la CAPA dans son rapport final en juin dernier. Le regroupement de diététistes espère aussi voir apparaître des campagnes efficaces pour prévenir et corriger les mauvaises habitudes alimentaires dans un Québec où les «gens doivent reprendre le contrôle de leur alimentation», dit M. Duhamel.

«Nous sommes confrontés à une croissance des maladies chroniques et de l'obésité, poursuit-il, et il est aujourd'hui évident que les traitements sont moins efficaces que la prévention.»

Prévention. Le mot est à la mode et risque encore de le rester en 2005 avec l'adoption par le fédéral d'un règlement sur l'irradiation de la viande et des crevettes, histoire d'éradiquer de dangereux pathogènes qui parfois se promènent dessus. Après de longues consultations publiques, les fonctionnaires de Santé Canada ont donné leur feu vert pour l'utilisation de cette technique qui suscite toutefois ici et là quelques réticences. Un projet de loi est désormais attendu, sans doute dans les prochains mois, pour donner ainsi une arme de plus à l'industrie agroalimentaire, qui n'aime guère composer avec des crises alimentaires induites par des bactéries, des abus d'antibiotiques ou des prions (vache folle).

Mais malheureusement pour elle, 2005 devrait, comme par le passé, exposer le secteur alimentaire à quelques-uns de ces effets pervers de l'industrialisation que l'agriculture n'a pas eu à éviter cette année. Et cette nouvelle année ne devrait pas être très différente.

Le Devoir

Des rabbins et des imams modérés créent un Comité d'alerte

À Bruxelles, 150 religieux ont cherché ensemble, pendant trois jours, à lutter contre les extrémismes

HENRI TINCQ

Bruxelles — Feu de paille? Ou pas décisif dans le dialogue balbutiant entre islam et judaïsme? La question se posait, jeudi 6 janvier à Bruxelles, à la clôture du premier congrès des imams et des rabbins pour la paix. Dans ce genre d'exercice, les déclarations d'intention sont légion, mais les actes ne suivent pas. Cent cinquante rabbins et imams, entourés d'un nombre égal d'universitaires, experts, diplomates, ont voulu rompre avec cette fatalité.

Organisé par la fondation Hommes de paroles, l'événement s'est situé moins dans les discours et les textes, ruisselants de bonne volonté, que dans une vie commune de trois jours à Bruxelles entre les plus hautes autorités rabbiniques (une cinquantaine, venues d'Israël) et les représentants de toutes les sensibilités musulmanes, chiïte, sunnite, soufie. Si l'islam palestinien et maghrébin était dominant, d'autres dignitaires étaient venus d'Iran, des États-Unis, d'Afrique (du Nigeria et du Cameroun), d'Asie centrale, d'Asie du Sud-Est, etc.

Novices (pour la plupart) dans ce type de rencontre interreligieuse, ils ont mangé à la même table, chanté, dansé. Quand le muezzin de la mosquée de Jérusalem est monté sur une scène, des rabbins israéliens ont accompagné son chant. Et si chaque a prié dans sa tradition, des religieux juifs ont participé au dhikr, l'office rituel des soufis. Des minutes de silence ont été observées pour les victimes de la catastrophe asiatique, mais aussi quand l'assemblée a appris qu'un missile venait, à Gaza, de décimer une famille palestinienne.

«On attendait cette rencontre depuis des siècles. Un tabou est levé», s'est extasié le cheikh Ben Tounes, membre du Conseil français du culte musulman. Retour à la filiation d'Abraham? Partage d'une mémoire commune? André Azoulay, conseiller du roi du Maroc, cheville ouvrière de cette rencontre, avait son idée: «Des rabbins ont serré pour la première fois la main d'imams palestiniens. Une même famille s'est retrouvée. Elle a été séparée par la politique. La Parole

de Dieu a été prise en otage par les extrémistes. Aujourd'hui, elle est remise à sa place.»

Un air nouveau souffle, en effet. En novembre, à Paris, est née l'Amitié judéo-musulmane de France, grâce au rabbin Michel Serfaty (dont les messages sont repris, à titre gracieux, dans des clips publicitaires de TF1). Cette initiative fait tache d'huile. À Bruxelles, les religieux ont dit sur tous les tons qu'ils n'avaient pas à se substituer aux politiques, mais que les extrémistes n'avaient pas à se substituer aux religieux. Et qu'il ne fallait pas leur laisser le monopole de la communication sur l'islam ou le judaïsme.

Esprit de paix

«Pourquoi ne disons-nous rien des décapitations d'otages au nom de Dieu en Irak?», s'interrogent des représentants musulmans. «Pourquoi restons-nous muets devant les attaques israéliennes tuant des familles palestiniennes?», répondent en écho des rabbins. D'où l'idée de créer un Comité d'alerte permanent, réunissant juifs et musulmans, élargi aux chrétiens, capable de réagir aux attaques islamophobes et antisémites, de servir de médiation dans les conflits, de condamner les coupables quand des innocents sont tués au nom d'une religion.

Cette idée figure dans la déclaration finale de Bruxelles, à côté d'appels récusant «la haine et l'ignorance», défendant le respect de «la vie humaine en toutes circonstances», les droits de l'homme, «pour tous les hommes, les femmes et tous les peuples». Mais quels seront les moyens d'action d'un tel Comité de vigilance, son autorité réelle auprès d'extrémistes qui ne reconnaissent d'autre autorité que celle d'une lettre sacrée pervertie? Les délégués de Bruxelles n'ignorent pas cette impuissance. Plusieurs ont souhaité une lecture des textes pour éviter des interprétations litigieuses. Autant d'engagements courageux pour des religieux qui ont pris des risques en venant à Bruxelles défendre un esprit de paix qui ne pourra pas rester sans suite.

Le Monde

SCRUTIN

SUITE DE LA PAGE B 1

À l'extérieur, «l'idée que Mahmoud Abbas causera tout à coup un changement majeur [en faisant cesser les attentats terroristes contre des civils israéliens] est infiniment simpliste», affirmait hier à la BBC un spécialiste de l'université Bar-Ilan, en Israël.

À l'instar de nombreux observateurs dans le monde arabe, M. Antonius ne voit pas comment M. Abbas pourrait justifier auprès des élus électorat la reprise d'un dialogue digne de ce nom avec le gouvernement de coalition de M. Sharon (auquel les travaillistes de Shimon Peres viennent d'ajouter leur poids), alors que le premier ministre poursuit l'élargissement des colonies de peuplement israéliennes et la construction en Cisjordanie d'une «clôture de sécurité» qui arrache, avec la bénédiction de la Maison-Blanche de George W. Bush, des terres aux Palestiniens en violation des résolutions de l'ONU.

Du point de vue palestinien, dit-il, le plan de désengagement de la bande de Gaza, dont M. Sharon veut avoir terminé l'application d'ici la fin de l'année, est davantage une «réorganisation stratégique de l'occupation», un «petit geste symbolique» que le pas vers la paix et l'importante concession territoriale que certains croient.

«Les Américains et les Israéliens s'attendent à ce que Abbas abandonne une grande partie des territoires qu'Israël veut annexer. Et là, je crois qu'ils seront très déçus, affirme M. Antonius. On s'en va vers une autre confrontation. D'ici quelques mois, j'en mettrais ma main au feu, on dira d'Abbas qu'il promeut le terrorisme et qu'il est intraitable. La lune de miel ne durera pas longtemps.»

Le Devoir

• PERSPECTIVES •

Des recrues au centre
d'un match féroceLes nouveaux députés trouvent difficile de s'adapter
à la vie sur la colline parlementaire

Ils étaient les nouvelles vedettes de leur parti et rêvaient d'entrer au parlement par la grande porte. La rude épreuve de l'élection passée avec succès, ils ont finalement atterri à Ottawa. Comment les petits nouveaux de la politique fédérale que sont les Dryden, Stronach, Layton, Kotto et Ménard ont-ils trouvé leur première session parlementaire? *Le Devoir* a recueilli leurs confidences.

ALEC CASTONGUAY

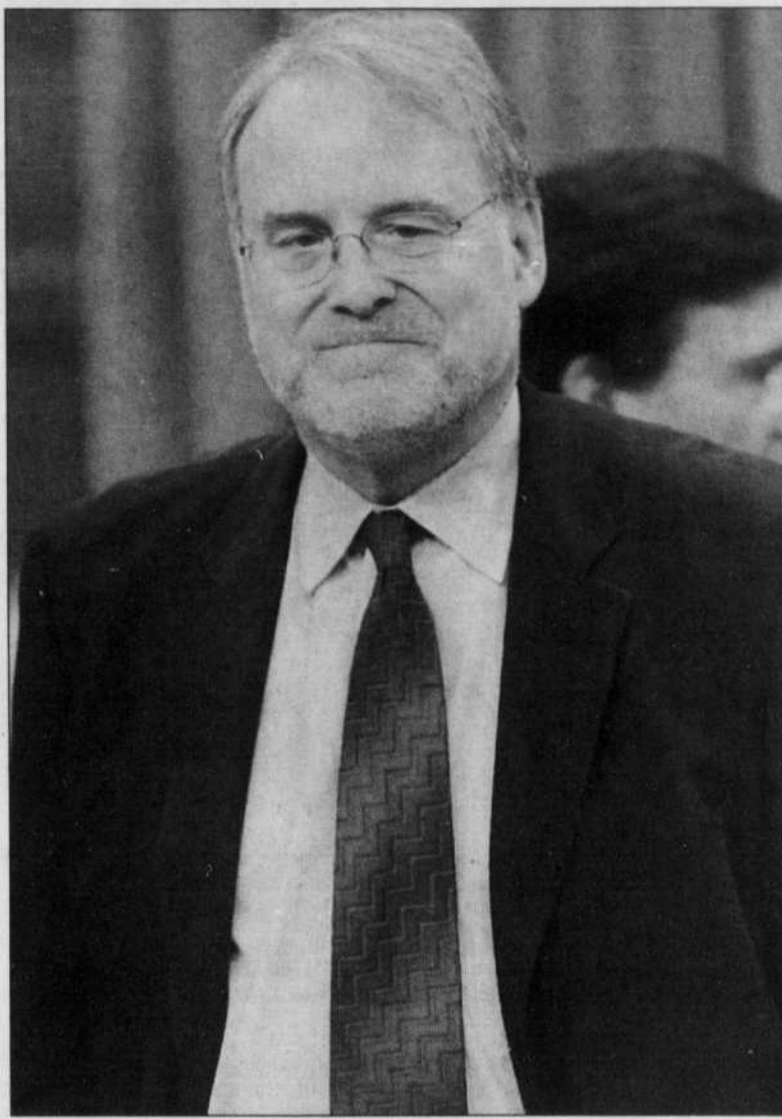
Ottawa — Ken Dryden, l'ancien gardien du Canadien de Montréal, semblait taillé sur mesure pour le travail de ministre. Le colosse de six pieds trois pouces à l'intelligence vive et au calme légendaire était une recrue de choix pour l'équipe de Paul Martin. Et atout indéniable, il sait composer avec le stress, lui qui a parcouru la difficile route jusqu'à la coupe Stanley. Adaptation facile en perspective? Pas du tout, le saut en politique a été un choc brutal pour la vedette libérale.

Dans son poste de ministre du Développement social, Ken Dryden a vécu les premières périodes de questions quotidiennes à la Chambre des communes comme un enfer sur terre. «J'étais complètement désorienté! avoue-t-il. Tu essaies d'imaginer ce que ça va être, mais quand tu es assis au milieu de la Chambre, c'est très différent. Ça crie, ça chahute, ça se lève, ça applaudit, c'est bruyant comme c'est pas possible. Toi, tu es au centre, tu n'entends presque rien, mais tu sais que la prochaine question peut être pour toi. C'est rapide. Tu n'as aucune idée de la question qui s'en vient, mais tu dois avoir une réponse. Tu as un gros cartable devant toi avec le résumé de tes dossiers, mais il n'y a aucun moyen de l'utiliser puisque tu as 30 secondes pour répondre. Tu n'as pas le temps de chercher et tu pries pour qu'il n'y ait aucune question. Tu stresses, tu as chaud, c'est l'enfer. Heureusement, pendant deux semaines, je n'ai pas eu à répondre à aucune question!»

«Ça gueule!»

Les nouvelles recrues ont toutes placé la période de questions en tête de leur traumatisme politique. Le bloquiste Serge Ménard estime que c'est pire à Ottawa qu'à Québec, où il a été ministre de longues années dans le gouvernement péquiste. «Ça gueule et ça gueule, c'est incroyable! dit-il. Il y a un bruit infernal. Un collègue me disait qu'il aimait beaucoup cet exercice et je ne comprenais pas pourquoi jusqu'à ce qu'il me dise: "Je le réécoute le soir à la télé, en reprise, ça me permet de comprendre ce qui est arrivé!"»

Maka Kotto, son collègue, «déteste» cette joute politique. «Le gouvernement s'écroule à toutes les questions, c'est de la mauvaise foi, tranche-t-il. Ce n'est pas constructif et ça envoie un mauvais message à la population. Les gens veulent aussi avoir des réponses et ça entretient le cynisme.»



Ken Dryden, l'ancien gardien du Canadien de Montréal, trouve les tirs de l'opposition plus énervants que les bonnes vieilles rondelles.

Il faut le voir comme «un gros show de télé», lance en riant Belinda Stronach, députée conservatrice de la région de Toronto et ancienne p.-d.g. de la multinationale Magna. «Les députés veulent passer à la télé et marquer des points politiques; quand tu comprends ça, tu le vois différemment», lance-t-elle. Mais c'est vrai que c'est frustrant. Je ne serai jamais bonne pour huer, ce n'est pas en moi!

Le seul qui ne voit pas la période de questions comme une épreuve, c'est le chef du NPD, Jack Layton. C'est que son père a siégé pendant huit ans à Ottawa, sous le gouvernement de Brian Mulroney. Eh oui, chez les conservateurs! «C'était très émotif pour moi de me retrouver ici, dans la même Chambre que mon père, dit-il. J'étais content de pouvoir enfin poser des questions au gouvernement, après 18 mois comme chef du NPD sans être élu.»

La vie dans ses bagages

Aucun des cinq nouveaux députés n'a déménagé à Ottawa, tous font l'aller-retour entre leur coin de pays et la

Chambre des communes. La région de Montréal pour Maka Kotto (Longueuil) et Serge Ménard (Laval), et le Grand Toronto pour Jack Layton, Ken Dryden et Belinda Stronach.

«Je lis et j'écoute de la musique sur mon iPod, ça passe le temps», lance Jack Layton, qui estime que la pire chose dans son métier présentement est l'éloignement de sa femme, Olivia Chow, restée conseillère municipale à Toronto. «Mais je reste chez ma cousine la semaine. C'est donc un peu la famille, et elle a un chat affectueux. C'est chaleureux», dit le chef du NPD.

Seul Jack Layton ne voit pas la période des questions comme une épreuve

Ken Dryden, que son emploi de ministre force à parcourir le pays, a dû apprendre à voyager efficacement. «Je ne pouvais pas dormir dans les avions avant, mais j'ai compris que les 15 ou 20 minutes pendant lesquelles on vole, il faut les prendre pour se reposer», dit-il.

D'ailleurs, aucune des recrues n'a eu le temps de profiter des activités d'Ottawa. La charge de travail est immense et impose un horaire de fou. «J'ai beaucoup plus de respect pour les députés depuis que

je vois tout le travail qu'il faut abattre, dit Belinda Stronach. C'est sept jours sur sept, de tôt le matin à tard le soir. On n'a pratiquement plus de vie. Et tout le monde travaille fort pour ses électeurs.»

«Expédition de commandos»

L'arrivée sur la colline parlementaire en octobre a donné le ton des difficultés à venir, explique Maka Kotto. «C'est une vraie expédition de commandos! Il faut apprendre énormément de choses en peu de temps. Que ce soit les débats, la procédure, comment déposer un projet de loi, etc., c'est très technique. Ensuite, il faut apprendre à composer avec les collègues députés, mais aussi ceux des autres partis. C'est beaucoup.»

Ken Dryden a dû se discipliner et prendre du temps pour lui, question de ne pas travailler sans arrêt. «Il faut le faire. Il faut ouvrir la télé pour relaxer vers 22h, même si souvent on s'endort à 22h1, brulé par notre journée!»

Le chef du NPD a réussi au moins à arpenter la ville grâce à son vélo, qu'il trimballe partout. «C'est plat comme ville, c'est génial pour le vélo. Ottawa est très joli.» Ken Dryden, lui, souvent coincé dans son bureau, a été renversé par les lumières de Noël qui enrobent la colline parlementaire et le centre-ville. «Je ne pouvais pas croire que c'était si beau, confie-t-il. Ça ressemble à un feu d'artifice, une explosion de couleurs dans les arbres.»

Un pays divisé

Serge Ménard a pu constater, à force de côtoyer des députés de partout au pays, que le Canada est loin d'être un pays uniforme sur le plan des valeurs. «C'est la première fois que je ressens combien le reste du pays est divisé sur certaines questions, alors qu'au Québec ça fait plutôt consensus», dit-il, évoquant le bouclier antismiselle et les mariages gais.

Si Ken Dryden voit des similitudes entre sa carrière de hockeyeur et celle de politicien, notamment sur le contact avec les gens et le travail avec les médias, il en va de même pour Belinda Stronach et le monde des affaires. «On a aussi une équipe, on se fixe des buts et on prend des moyens pour les atteindre. Mais ce qui est le plus frustrant, c'est que ça ne va pas aussi vite que dans le monde des affaires. La bureaucratie est lente. La machine politique à Ottawa est énorme.» Elle dit s'ennuyer parfois de ses collègues chez Magna, mais pas du travail comme tel. «Je suis heureuse et fière d'être députée. J'ai vraiment l'impression de travailler à bâtir un meilleur pays.»

Maka Kotto ressent la même émotion et se dit surpris de voir qu'il n'y a aucune guerre entre députés, peu importe le parti. On peut se parler et c'est plutôt agréable», affirme-t-il. Mais parce que la vie parlementaire «est une espèce de bulle où les contacts avec les gens sont peu fréquents», comme l'explique avec déception Jack Layton, les nouveaux députés auront plus d'un mois pour rencontrer leurs électeurs sur le terrain avant la reprise des travaux parlementaires, en février. D'ici là, «le léger repos sera bien mérité, tout le monde est crevé!» conclut Ken Dryden.

Le Devoir



Christian Rioux

Une question
de dignité

J'ai un ami indonésien. C'est un journaliste musulman que j'ai rencontré aux États-Unis. Lorsque j'ai eu vent de la catastrophe qui touchait l'Asie du Sud-Est, je lui ai aussitôt envoyé un courriel. D'abord pour m'assurer qu'il allait bien. Ensuite pour savoir ce qu'il en pensait.

La réponse ne s'est pas fait attendre. Responsable de la rédaction d'un journal de Jakarta, Endy, c'est son nom, s'inquiétait du sort de ses correspondants dans la région sinistrée. L'un d'eux n'avait pas donné signe de vie et un autre avait perdu plusieurs membres de sa famille.

Il était mieux placé que quiconque pour pressentir l'ampleur de la catastrophe qui allait bientôt nous être révélée. Mais ce qui m'a le plus surpris, c'est le ton de sa lettre. Aucune intonation larmoyante, aucune expression de désespoir, pas l'ombre d'une lamentation. Endy parlait du drame qui touchait son pays avec la plus grande retenue.

Il y avait de la dignité dans ses mots. Il prenait d'ailleurs la peine de me dire qu'il fallait faire attention, comme journaliste, de ne pas se plaindre dans le malheur et de parler aussi des actes d'héroïsme et de compassion. Au lieu de s'apitoyer sur son sort, il parlait de l'inspiration que lui procurait le courage de son peuple.

En relisant sa lettre, j'ai compris pourquoi des pêcheurs du Tamil Nadu, une région sinistrée de l'Inde, ont été insultés qu'on leur envoie des vêtements usagés et des plats congelés. La fierté de ces populations explique probablement aussi en partie pourquoi New Delhi a préféré refuser l'aide des pays et n'accepter que le soutien des organisations qui travaillent déjà sur le terrain. Question de dignité.

Dans cette débauche de bons sentiments, certaines vérités ne sont pas bonnes à dire. C'est ce qu'a appris cette semaine Médecins sans frontières. Ce n'est pas la première fois que l'organisation humanitaire, fondée en 1971, s'écarte de la «bien-pensance». Depuis mardi, ses consœurs (autrement appelées ONG) lui reprochent d'avoir demandé à ses donateurs de ne plus envoyer de dons destinés aux victimes du raz-de-marée.

Médecins sans frontières (MSF), qui compte des sections dans 18 pays, estime en avoir assez avec les 60 millions de dollars amassés depuis deux semaines. C'est plus qu'elle ne pourra dépenser en aide d'urgence dans la région. «C'est une question d'honnêteté», a dit le directeur général Pierre Salignon. Nous ne voulons pas continuer à solliciter le public pour des opérations qui sont déjà financées. MSF préfère concentrer ses efforts sur le Soudan, pour lequel elle n'a recueilli que 600 000 \$ en deux mois.

Cette franchise n'est cependant pas du goût de tous. L'écrivain Jean-Christophe Ruffin, parrain d'Action contre la faim, craint que le message ne freine l'élan de charité sans pareil qu'a déclenché le raz-de-marée.

Certes, de nombreuses organisations n'ont toujours pas atteint leurs objectifs, mais la question posée par MSF n'en est pas moins dérangeante. L'organisme refuse d'affecter à d'autres régions du monde des fonds recueillis pour l'Asie. Il refuse aussi de consacrer à la reconstruction des fonds sollicités pour sauver des vies, pas pour construire des immeubles. En d'autres mots, MSF accuse implicitement certaines de ses consœurs de consacrer à la reconstruction, quand ce n'est pas à d'autres régions du monde, des sommes recueillies pour des interventions d'urgence.

Selon le président de MSF, Jean-Hervé Bradol, la reconstruction d'une région concerne l'aide publique (les millions donnés par les pays), pas l'aide d'urgence. Si l'argent doit servir à construire des bâtiments administratifs, «il faut le dire aux gens».

L'ancienne présidente d'Action contre la faim, confirme ce diagnostic. «Il faut se rendre à l'évidence: les sommes colossales collectées ne serviront qu'en partie aux sinistrés asiatiques», écrit-elle dans *Le Monde*. Comme Bradol, elle s'en prend à ces «états d'agitation psychologique collectifs qui font perdre la réalité de vue». MSF rappelle en passant que 80 % des vies sauvées dans les catastrophes naturelles le sont par les populations locales et les proches. De même, l'essentiel de la nourriture destinée aux réfugiés thaïlandais ou indiens vient déjà de ces pays dont certains connaissent de bons taux de croissance et jouissent de ressources relativement importantes.

«Cette action, écrit Brunel, sous-estime les capacités de reconstruction locales, particulièrement fortes dans cette partie du monde, et engorge un peu plus les structures locales, littéralement assommées par le déferlement de l'aide internationale.» En écho à ces déclarations, le caricaturiste du *Monde*, Plantu, a dessiné cette semaine un pauvre petit Asiatique submergé par une gigantesque vague... de dollars. J'ai cru entendre le rire d'Endy.

Pour tout vous dire, depuis que j'ai reçu sa lettre, je ne supporte plus le ton larmoyant qui distingue souvent le *Téléjournal* de Radio-Canada, que j'écoute chaque matin à Paris, de ceux de France 2 et de CNN.

Celui de mardi reprenait des reportages que j'avais entendus la veille à la télévision française. L'espérons revoir celui, plutôt optimiste, qui montrait des enfants thaïlandais retournant à l'école malgré le drame. On préféra celui, triste évidemment, qui montrait un homme cherchant sa famille dans des camps de réfugiés.

Un dernier portait sur l'industrie touristique thaïlandaise. Sur France 2, David Pujadas avait pris soin de préciser que le pays encourageait les touristes à ne pas annuler leurs vacances, puisque la plupart des installations touristiques fonctionnaient. Un seul touriste pouvant faire vivre une famille thaïlandaise pendant un an.

La présentation québécoise préféra ironiser sur ces vacanciers qui ne pouvaient «empêcher d'aller se faire dorer la couenne» malgré les «scènes apocalyptiques».

Ne pas se plaindre dans le malheur, disait pourtant Endy...

Agence Syfia international/Monde noir

crioux@ledevoir.com

Côte d'Ivoire

Une économie à genoux

L'état d'esprit des expatriés n'est pas au retour

YACOUBA SANGARÉ

Deux cent mille emplois perdus, 100 millions de dollars de dégâts: les violences de novembre dernier et le départ des expatriés ont mis l'économie ivoirienne à genoux. Pour longtemps.

Tout est bon pour rassurer les représentants des milieux des affaires qui ont quitté la Côte d'Ivoire. Le Comité de crise secteur public-secteur privé mis en place par le ministre ivoirien de l'Économie et des Finances préconise la mise en place d'une brigade spéciale pour assurer la sécurité des entreprises, le renforcement de la surveillance terrestre et aéroportuaire, l'allègement des charges fiscales pour 2004-2005 et l'identification des aides et subventions à apporter aux sociétés.

Autant de mesures destinées à convaincre de rentrer les quelque 8000 étrangers, dont 73 % des cadres travaillant pour les sociétés françaises, selon le Mouvement des entreprises de France (MEDEF). Mais il en faudra plus à ces expatriés pour reprendre leurs activités.

Début décembre 2004, Michel Roussin, président du comité Afrique du MEDEF, déclarait que «l'état d'esprit général n'est pas au retour». À dix mois du scrutin présidentiel, la crainte de troubles liés aux blocages dans l'application des réformes politiques (révision du Code sur la nationalité, des conditions d'éligibilité à la présidence de la République, de la loi sur la commission électorale indépendante) reste très vivace. Avec l'accalmie, seuls quelques cadres étrangers regagnent discrètement le pays pour s'enquérir de l'état de leurs sociétés, mais «tout tourne au ralenti», constate l'ivoirien Daniel Bréchat, président du Mouvement des petites et moyennes entreprises. «J'ai rouvert, mais le travail n'est même pas fait au tiers et ne peut pas servir à payer les salaires», continue-t-il.

La Côte d'Ivoire continue de ressentir durement les contrecoups des violences organisées par les Jeunes patriotes, les milices pro-gouvernementales, du 6 au 9 novembre dernier, en représailles à la destruction de la flotte aérienne ivoirienne par



Départ des expatriés l'automne dernier.

l'armée française. Des milliers de partisans du président Laurent Gbagbo s'étaient alors livrés à la chasse aux Blancs et à des actes de vandalisme sur des sociétés appartenant aussi bien aux expatriés qu'à des nationaux.

PME disparues

Déjà en janvier 2003, après la signature des accords inter-ivoiriens de Linas-Marcoussis, en banlieue parisienne, les biens des étrangers avaient été la cible de pillages menés par des partisans du régime. Ces violences avaient poussé certaines sociétés à délocaliser leurs entreprises dans d'autres pays de la sous-région (Ghana, Sénégal...). Face à l'insécurité incessante et à l'instabilité, la BAD (Banque africaine de développement), comme d'autres institutions internationales, avait quitté Abidjan pour Tunis. «Mais cette fois, c'est pire. Les conséquences sont plus dramatiques», constate avec amertume Paul Marie Vernaton, gérant d'un complexe hôtelier à Abidjan, aujourd'hui déserté.

Selon la Direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère français des Fi-

nances, 144 filiales de sociétés françaises ont été pillées et détruites. «Cent vingt PME ont disparu, 106 entreprises sont fermées ou n'ont pas repris leur activité à cause de la détérioration de leur outil de production», complète Diack Diawar, président du Conseil national du patronat ivoirien (CNPI). Un rapport du Comité de crise, qui regroupe gouvernement et opérateurs ivoiriens, estime l'ensemble des dégâts à environ 40 milliards de Fcfa (100 millions de dollars) et précise que près de 9000 personnes disposant d'un pouvoir d'achat très élevé feront défaut sur le marché de la consommation.

Les entreprises françaises ne sont pas les seules touchées: «Des Ivoiriens ont eu leurs installations cassées. Ma société de vente de matériel informatique a été détruite. Il en est de même pour la Pharmacie Leader et la Librairie de France qui appartiennent à des Ivoiriens. Nous sommes aussi sinistrés que les expatriés», réagit Michel Meya, ingénieur informaticien. Un bilan désastreux pour l'économie ivoirienne, qui repose en partie sur le dynamisme des entreprises étrangères. La France, premier client du pays, y dispose à elle seule de 600 PME, soit plus de la moitié du total. Les ressources de l'État ivoirien sont aussi mises à mal: plus de la moitié des recettes fiscales proviennent des entreprises françaises. Il n'est pas évident que le gouvernement puisse payer les fonctionnaires durant les prochains mois.

Sur le plan social, le rapport estime que 200 000 emplois risquent d'être perdus du fait des pillages, du départ des expatriés et de la délocalisation de plusieurs entreprises et institutions. «Ma vie s'écroule car le patron est parti, traumatisé. Je venais à peine d'emménager dans un nouvel appartement. C'est la catastrophe pour ma fiancée et moi», se lamente Alain T., ancien responsable des ventes dans une entreprise française de bureautique. Il n'est pas le seul. Tous ceux qui se retrouvent au chômage sont désemparés; certains ont même tenté de se suicider. La reconversion s'annonce difficile.

É D I T O R I A L

L'emploi se maintient

L'année 2004 s'est terminée sur une note positive pour le Québec au chapitre de l'économie, alors qu'il s'est créé 55 000 nouveaux emplois sur une base de moyenne annuelle, un mode de calcul plus représentatif de la performance que la comparaison du dernier mois de l'année par rapport au même mois de l'année précédente. Par rapport à l'ensemble du pays et à l'Ontario, notre position s'améliore lentement, mais nous tirons toujours de la patte.

Paras mal comme résultat pour une année: 55 000 emplois de plus par rapport à 2003, c'est à peine moins que les 57 200 emplois créés l'année précédente. Mais c'est beaucoup moins que les 118 200 ajoutés en 2002, un cru d'une rare richesse, il faut le dire.

Pour mettre ces chiffres en perspective, il vaut mieux les exprimer en pourcentage. On observe alors que l'emploi s'est amélioré de 1,5 % seulement au cours de la dernière année au Québec, comparativement à 1,7 % en Ontario et dans l'ensemble du pays. La différence n'est pas considérable, mais accumulée année après année, elle fait boule de neige. Depuis dix ans, l'emploi total a crû de 22,2 % dans l'ensemble du pays, de 25 % en Ontario et de 19,5 % au Québec. L'écart peut s'expliquer par le fait que la population de l'Ontario ait augmenté plus vite que celle du Québec grâce à l'immigration. Encore là attention! L'argument est un couteau à deux tranchants puisque si le Québec performait davantage, il attirerait aussi plus d'étrangers productifs qui contribueraient à leur tour à la création de richesse et d'emplois.

Cela dit, il ne faut pas sous-estimer le chemin parcouru depuis une décennie grâce à une économie qui n'a pas connu de raté, et ce, même dans la période qui a suivi le choc du 11 septembre 2001 aux États-Unis. La croissance dure depuis douze ans sans interruption, créant, année après année, des emplois pour les nouveaux diplômés et les travailleurs intéressés ou forcés de réorienter leur carrière. Résultat: le taux de chômage au Québec a baissé à 8,4 % pour l'ensemble de 2004, soit le même qu'en 2000 et le meilleur des vingt dernières années. En outre, il y a maintenant 60,3 % de la population totale des 15 ans et plus qui occupe un emploi, un record de tout temps dans cette province.

À titre de comparaison, rappelons qu'à peine 53 % des Québécois de plus de 15 ans travaillaient il y a vingt ans. L'Ontario domine toujours avec un taux d'emploi de 63,6 %, mais l'écart s'est rétréci. C'est dire le chemin parcouru par l'économie québécoise au cours de ces deux décennies, mais aussi la fragilité du mouvement au regard des progrès qui ont aussi été enregistrés ailleurs pendant la même période.

La force du dollar canadien, la hausse du prix du pétrole et celle des taux d'intérêt commencent à peser lourd sur la croissance, que l'on prévoit moins forte en 2005, et ce, partout au Canada. Sans compter les difficultés éprouvées par l'industrie aérospatiale dont Bombardier est un acteur majeur pour le Québec et la levée des barrières à l'importation de textile et de vêtements en provenance de pays comme la Chine, dont les coûts de fabrication sont imbattables.

En conséquence, tant les gouvernements et les entreprises que les ménages auraient intérêt à se rappeler que si l'été est la plus belle saison de l'année, il ne dure jamais aussi longtemps qu'on le voudrait. Il est indéniable que pour continuer d'améliorer notre sort, voire seulement pour le maintenir, il faudra enregistrer des gains de productivité significatifs au cours des prochaines années, et ce, dans tous les secteurs de notre économie.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

La révolution Robichaud

Le 20 juin 1960, la victoire des libéraux de Jean Lesage marquait le début de la Révolution tranquille au Québec. Vingt-deux jours plus tard, c'était au tour des libéraux de Louis Robichaud de s'emparer du pouvoir au Nouveau-Brunswick. Les deux hommes qui avaient étudié tous deux à l'Université Laval étaient portés par la même volonté de briser les chaînes du conservatisme et d'engager leurs provinces respectives dans une ère de développement économique et social.

Décédé jeudi, Louis Robichaud reçoit depuis les éloges de ses concitoyens qui, en 1960, subissaient encore plus que les Québécois le poids de la grande noirceur. En une décennie, il transforma radicalement sa province, guidé toujours par une seule et même grande idée. «Chances égales pour tous», répétait-il sans cesse comme un leitmotiv.

«La révolution politique et administrative qu'il a menée n'avait rien de tranquille», rappelait hier en éditorial Robert Pichette dans *L'Acadie Nouvelle*. Louis Robichaud dut affronter l'establishment politique et financier de sa province dominée par le magnat K.C. Irving qui était habitué d'avoir à ses ordres le gouvernement provincial. L. Robichaud signifia à ce dernier qu'il n'y avait qu'un seul premier ministre dans sa province. Il dut aussi affronter l'establishment anglophone qui accepta mal de voir les français obtenir le statut de langue officielle.

Premier Acadien à occuper le fauteuil de premier ministre, Louis Robichaud se battit sur tous les fronts pour instaurer son programme d'égalité des chances en éducation, en santé et au plan fiscal. Riches et pauvres furent mis sur le même pied. Son programme allait bien sûr servir le développement de sa communauté d'origine, défavorisée à tous égards. Il donna à l'Acadie les éléments pour qu'elle devienne un pays qu'on pourrait qualifier de virtuel. Non seulement les Acadiens purent-ils prendre leur place au sein de l'appareil gouvernemental et exercer une influence directe sur la direction des affaires publiques, mais surtout ils obtinrent leurs institutions, en santé et en éducation. La création de l'Université de Moncton restera un des gestes marquants de Louis Robichaud.

Malgré les résistances qu'il rencontra pour mettre en œuvre son programme de réformes, Louis Robichaud sut néanmoins dégager un fort consensus autour de sa vision de l'avenir du Nouveau-Brunswick. Ses successeurs ne remirent pas en question ses réalisations qui aujourd'hui encore structurent la société néo-brunswickoise. L'homme a bien mérité les honneurs que lui rend aujourd'hui sa patrie.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Un seul CHU pour Montréal

Le Québec n'a ni les ressources financières ni les ressources humaines pour s'octroyer les deux méga-hôpitaux dont rêvent certains universitaires de la métropole. Nous proposons plutôt la construction d'un seul ensemble pavillonnaire sur le meilleur site disponible, la cour Glen.

Un seul pavillon central regrouperait les plateaux techniques: laboratoire, imagerie médicale et chirurgie. Deux pavillons distincts abriteraient les patients hospitalisés, l'un de 700 lits pour l'Université de Montréal et l'autre de 500 lits pour l'Université McGill. On doit ajouter cinq pavillons: cliniques externes, services administratifs et techniques, recherche, enseignement et un pavillon destiné à l'hébergement des étudiants, des familles et des visiteurs.

Montréal ne dispose pas de la masse critique pour justifier la division des forces: il faut regrouper enseignants, cliniciens et chercheurs de la métropole sur un site unique. Il faut également éviter de dupliquer les équipements de haute technologie afin de limiter les coûts d'investisse-

ment et de maximiser la stratégie d'utilisation. Il est inacceptable que des équipements de si grande valeur soient utilisés 35 heures par semaine. Une utilisation optimale permet une production de 16 heures par jour, le reste étant consacré à l'entretien préventif.

Il faut surtout favoriser la synergie et la complémentarité entre les quatre universités de la métropole qui participent à la formation en santé: l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'UQAM et l'Université Concordia.
Stephen Morgan, médecin

Précision sur le texte de Michel Bourdon

Dans l'édition du week-end du Nouvel An 2005, *Le Devoir* publiait un texte posthume de Michel Bourdon sur ses débuts dans le journalisme.

M. Bourdon y écrivait notamment: «Le journal de l'université, *Le Quartier Latin*, était assez populaire à l'époque, avec un tirage de quelque quinze mille exemplaires. Serge Ménard diri-

geait l'équipe la première année. Je me souviens que, lorsqu'il a été remplacé par Jacques Eliot [sic] l'année suivante, nous avons mis des carreaux noirs, symboliquement en berne, sur la une.»

Cette dernière phrase m'a fait sursauter, on l'a compris. Il en manque un petit bout pour en saisir tout le sens!

En fait, Serge Ménard était directeur du *Quartier Latin* en 1964 et j'étais son adjoint. Quelques mois plus tard, il a démissionné pour briguer la présidence de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) à l'occasion d'une campagne très politisée. J'ai alors été élu directeur du *Quartier Latin* et j'ai choisi Michel Bourdon comme adjoint. Michel et moi étions amis depuis l'adolescence et partageons la même passion pour le journalisme. Serge Ménard, que nous appuyions activement, a été défait et, le lendemain des élections, *Le Quartier Latin* paraissait avec un grand placard noir de chaque côté du nom du journal pour signifier clairement notre déception.
Jacques Elliott

REVUE DE PRESSE

Pas de chiffon rouge à Terre-Neuve!

Antoine Robitaille

L'affaire du «chiffon rouge», vous vous en souvenez? Début 2001, en pleine période de débauche de commandites fédérales, Bernard Landry, alors nouveau premier ministre péquiste désigné, s'était permis de qualifier ainsi le drapeau canadien qu'on tentait d'imposer systématiquement aux endroits ensevelis par la manne d'Ottawa. L'expression avait suscité dans le ROC un tsunami de critiques et de dénominations.

La semaine dernière, le premier ministre de Terre-Neuve, Danny Williams, en querelle avec Ottawa au sujet des revenus pétroliers provenant des côtes de ce qu'on appelle le Rock — le «rocher», ne pas confondre avec le «Rest of you savez quoi» —, est allé plus loin que le chef péquiste: il a carrément fait retirer les unifoliés des devantures des bureaux de la province, provoquant ainsi l'indignation du ROC. Au Québec, l'affaire est pratiquement passée inaperçue. C'est une querelle entre le ROC et le Rock.

Margaret Wenté, dans le *Globe and Mail*, a exprimé toute sa colère contre Terre-Neuve jeudi. Son brûlot, intitulé «Ferme-la, Danny!», était annoncé tout en haut de la une par un grand bandeau coloré arborant les bouilles de la chroniqueuse et du premier ministre de Terre-Neuve, coiffé du titre «Wenté donne un conseil à Williams». On y résumait, pour alléger le lecteur, le propos de la chroniqueuse: «Les Terre-Neuviens doivent arrêter de mordre la main qui les nourrit.» Fielleuse, cherchant carrément la polémique en traitant les quelque 500 000 personnes «d'assistés sociaux vivant dans un ghetto carte postale», elle disait d'abord qu'avec leur rejet de l'unifolié, les «Neufs» (oui, elle utilisait ce mot) rappellent un «beau-frère paresseux» qui vous demande de l'argent un peu trop souvent: «Il couche sur votre divan depuis des années et voilà qu'il a le front de se plaindre que celui-ci est défoncé.» Wenté poursuivait sa charge en affirmant que, depuis des décennies, «nous qui n'avons pas la chance d'être nés sur le Rock lui avons pourtant envoyé une quantité infinie d'aides sous toutes les formes: paiements de transfert, subventions, etc. Mais cette province, ajoute-t-elle, ne veut pas seulement le beurre et l'argent du beurre, elle veut du gâteau en plus. «Et pour toute réponse, ces insulaires renfrognés n'ont cessé de nous rendre responsables de tous leurs malheurs: de la disparition de la morue à la destruction des familles, parce que leurs habitants ont à travailler plus de

10 semaines avant de recevoir leur chèque d'assurance emploi.» Wenté, transportée par sa propre diatribe, dit aussi que les Neufs «excellents dans l'art de reporter la responsabilité sur les épaules des autres». Ainsi, la seule façon de se faire élire à Terre-Neuve, «c'est de promettre de mettre fin aux terribles atrocités perpétrées par Ottawa, ce qui revient à dire: vous n'envoyez pas assez d'argent». Ce qui explique que Williams a tout le monde derrière lui.

Or, que représente Terre-Neuve? s'interroge Wenté. «Une population qui a tant décliné qu'il y a là moins de monde qu'à Scarborough en Ontario [...] Mais la petite province conserve ses sept sièges à la Chambre des communes.» Ce qui n'est pas juste pour Scarborough, dit la chroniqueuse, qui a le désavantage d'être laide, de ne pas être «romantique» comme le Rock et qui en plus est peuplée d'immigrants travaillant dur. «Personne n'achètera jamais une carte postale d'un centre commercial comme ceux de Scarborough. Mais au moins cette dernière gagne sa vie, contrairement à Terre-Neuve. Et j'aimerais bien que Danny Williams m'explique pourquoi c'est une bonne idée de piger continuellement dans les poches de nettoyeurs chinois et de propriétaires coreéens de dépanneurs qui travaillent 90 heures par semaine pour subventionner des gens qui vivent à Carbonear, peu importe la beauté du décor.»



La réponse de Williams à Wenté ne se fit pas attendre. Hier, le *Globe* affichait en haut de sa une un bandeau semblable à celui de jeudi, sauf que la photo de Danny Williams se trouvait à gauche et celle de Wenté à droite: «Le premier ministre réplique à notre chroniqueuse.»

À l'intérieur, le texte était accompagné d'une grande caricature de Williams, le port altier, piétinant un drapeau canadien. La page éditoriale, elle, arborait une caricature d'un chanteur québécois qui s'apprêtait à se plaindre du Canada mais soudainement interrompu par un Terre-Neuvien en pleine séance de jérémiades.

Revenons au texte de Williams, qui était empreint de tristesse plus que de rage, à part peut-être dans ses dernières phrases, se ponctuant par un «Mme Wenté, vous devriez avoir honte de vos propos». Pour Williams, c'est précisément en raison des «préjugés» comme ceux avancés par Wenté que les gens de Terre-Neuve sont en colère contre le Canada. «Je trouve le texte de

Mme Wenté plus qu'insultant, il me rend triste.» Williams admet que Terre-Neuve a bel et bien profité de la Confédération, «comme tous les autres provinces et territoires». Selon lui, il faut se détromper: «Ce pays a récolté d'incalculables milliards à partir de nos ressources naturelles et humaines. Mme Wenté peut bien en avoir assez de nous entendre nous plaindre de la façon dont le fédéral a géré nos pêcheries, mais ça ne fait pas disparaître la réalité pour autant.» Ainsi, il n'est pas injuste, explique-t-il, de réclamer de Paul Martin qu'il respecte sa promesse électorale du 5 juin, soit de remettre à Terre-Neuve les revenus «de l'exploitation de ses ressources extraordinaires en gaz naturel et en pétrole». Estimant la chroniqueuse mal informée, Williams lui dit que sa province «ne réclame pas que le fédéral renonce à sa partie des revenus pétroliers» — une part qui représente plus de 50 % des revenus totaux. «Non, nous demandons simplement notre pleine part provinciale. Nous voulons seulement qu'on nous donne une chance.» Le premier ministre explique ensuite qu'il a fait enlever les unifoliés non pas pour signifier qu'il «jetait les valeurs du Canada», pays fondé en partie sur le partage entre les provinces riches et les provinces pauvres, mais pour «mettre en relief le fait que la promesse que le gouvernement Martin cherche à violer est totalement conforme à ces valeurs».

«Je trouve le texte de Mme Wenté plus qu'insultant, il me rend triste»

Au fond, explique Williams, Terre-Neuve «arrêtera peut-être de se percevoir comme une victime» lorsque «ceux qui partagent les opinions de Wenté reconnaîtront que Terre-Neuve a historiquement souffert de traitements injustes et abusifs.»

Dans le *Telegram* de Saint John's, on n'a pas non plus apprécié l'attaque de la chroniqueuse du *Globe* (et nous aurions pu citer bien d'autres journaux qui ont mangé du «Neufs» cette semaine, comme le *Toronto Star*), qualifiant hier en éditorial le texte de Wenté de «sommet du paternalisme torontois». Le *Telegram* trouve que Wenté est tombée dans tous les clichés à propos de Terre-Neuve: les langues de morue et Rick Mercer (un humoriste de l'émission *This Hour Has 62 minutes*). Le *Telegram* explique que des pêcheries, gérées par le fédéral, aux chutes Churchill, «dont les revenus hydro-électriques vont à Québec», en passant par l'exploitation forestière, le «Rock» a effectivement beaucoup donné et peu reçu.

Le Devoir

IDÉES

Catastrophes naturelles

Pour la mondialisation de l'aide humanitaire

GABRIEL RACLE

Les événements catastrophiques qui viennent de survenir en Asie devraient susciter une réflexion internationale sur les catastrophes naturelles majeures qui affectent une partie ou une autre de la planète. Aucun événement d'une telle ampleur, touchant autant de pays, causant autant de destructions et de morts, n'était encore survenu, de mémoire d'homme.

C'est ce qui explique la difficulté d'apporter aux pays touchés une aide rapide et efficace. Il n'existe pas de structure mondiale pour faire face à de tels événements, qui demandent pourtant un effort international concerté et rapide. Chaque pays y va de sa contribution, utile et nécessaire, certes, mais sans coordination d'ensemble apparente, guidé par des affinités particulières, des estimations approximatives des besoins les plus urgents, des intérêts ou des visées politiques.

Pearson, l'architecte

En 1956, Lester Pearson, qui était à l'époque secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a proposé que l'ONU envoie une force internationale au Moyen-Orient, à la suite de la crise de Suez qui avait vu s'affronter Français, Anglais, Israéliens et Égyptiens, et que celle-ci se place entre les parties belligérantes pour mettre fin aux hostilités. La première Force d'urgence des Nations unies (FONU 1) a donc été envoyée au Moyen-Orient. Elle était commandée par un Canadien, le lieutenant-général E. L. M. Burns. Lester Pearson, l'architecte de la première force de maintien de la paix de l'ONU, qui deviendra celle des célèbres Casques bleus, a reçu le prix Nobel de la paix en 1957.

Une force semblable d'intervention humanitaire dans les catastrophes naturelles devrait voir le jour pour intervenir rapidement et efficacement dans les zones touchées par de tels événements, dans les pays qui feraient appel à elle. Car, on s'en aperçoit de plus en plus, rares sont les pays qui sont à même de faire face seuls à des catastrophes majeures. Comme l'ONU a la responsabilité de l'organisation des interventions de maintien de la paix, donc des Casques bleus, elle pourrait avoir aussi la responsabilité de cette force d'intervention humanitaire, des Casques rouges qui interviendraient là où leur action serait jugée nécessaire.

Aller vite

Les modalités organisationnelles pourraient ressembler à celles du maintien de la paix. La Charte des Nations unies stipule qu'afin d'aider à maintenir la paix et la sécurité dans le monde, tous les États membres de l'ONU doivent mettre à la disposition



Ce ne sont pas seulement quelques pays d'Asie qui sont touchés, c'est l'humanité elle-même et, une fois encore, dans ses éléments les plus défavorisés.

du Conseil de sécurité les forces armées et les facilités nécessaires. Pour faire face aux catastrophes, tous les États membres devraient disposer d'une force d'intervention humanitaire, prête à intervenir non sur la demande du Conseil de sécurité, mais sur celle du secrétaire général de l'ONU et de son organisation. Car il faut aller vite et éviter les retards bureaucratiques. On sait que les premières heures sont cruciales pour sauver des vies. En disposant des données sur les capacités d'intervention des pays, le type de catastrophe, la proximité des lieux, l'ONU pourrait coordonner les actions en fonction d'intérêts humanitaires, ce qui éviterait des dissensions politiques, comme celle que semble susciter la récupération par G. W. Bush de la situation actuelle en Asie, en organisant sa propre coalition.

Cette question demande à être approfondie. Mais le Canada devrait jouer un rôle de premier plan, comme il l'a fait du temps de Lester B. Pearson. Paul Martin, qui cherche à replacer le Canada sur la scène internationale, notamment avec la création d'un

G20, devrait saisir cette idée et sauter sur l'occasion. Il aurait certainement l'appui de la France. Son président a proposé récemment la création d'une telle force au niveau européen, qui pourrait être un maillon fort de ce réseau d'intervention humanitaire.

Une affaire planétaire

Les actions humanitaires immédiates pour porter secours aux populations touchées par cet incroyable tsunami sont absolument nécessaires. Ce ne sont pas seulement quelques pays d'Asie qui sont touchés, c'est l'humanité elle-même et, une fois encore, dans ses éléments les plus défavorisés. Il faut donc voir plus loin, car notre planète peut connaître d'autres soubresauts. Créer un réseau de détection sismique dans l'océan Indien est une mesure technique qui s'impose. Créer un organisme d'intervention humanitaire sous la responsabilité de l'ONU s'impose tout autant. Et, fort de sa tradition et de ses réalisations, le Canada devrait jouer un rôle de premier plan pour en promouvoir et en favoriser la réalisation.



Denise Bombardier

Grandeur et misère

Les catastrophes, paroxysme de la vie vécue, braquent une lumière crue sur la grandeur mais aussi sur la misère de la nature humaine. Elles révèlent les êtres en dépit et en deçà de ce qu'ils prétendent ou croient être. La tragédie asiatique fait partie de ces événements nous obligeant à réfléchir sur nous-mêmes et nos semblables.

Se confirme ici une mondialisation de la compassion. On assiste au déploiement d'une générosité qui nous console de sa contrepartie, à savoir l'utilisation marchande, politique ou idéologique de la tragédie. En ce sens, la conscience personnelle apparaît plus spontanée et plus authentique que la conscience collective exprimée par ceux qui nous gouvernent.

De plus, la géopolitique pèse sur la réaction au malheur. L'Europe, en général, a répondu dans les vingt-quatre heures en se mobilisant, pays par pays, alors que l'Amérique du Nord a tardé à réagir. La vacance de pouvoir à Ottawa fut mise en lumière sans équivoque par ce retard à intervenir. Et l'indifférence à Québec ne peut être dissociée du manque de préoccupation par rapport à la vie internationale. Comme si l'on n'avait pas compris que le sort de la planète et le nôtre sont intimement liés, en dehors de la sphère commerciale.

De l'enfant qui casse sa tirelire à l'employé qui envoie sa contribution financière à un organisme caritatif, du spécialiste des crises qui s'envole volontairement vers les pays touchés par le séisme à l'habitant d'une île dévastée qui partage le peu qui lui reste avec les naufragés, nous sommes à même de conclure que l'être humain sait s'oublier pour son prochain. L'individualisme destructeur de civilisation est ici mis en échec.

Cela nous permet aussi de croire à l'héroïsme. Existente des êtres qui, par la valeur morale de leur comportement, s'arrachent aux déterminismes de toutes sortes, échappent aux faiblesses qui nous habitent, résistent à la tentation du confort pour donner à l'autre ce qu'eux-mêmes ont failli perdre. On n'a pas fini de recenser tous les actes de courage faits par des acteurs et des témoins des tsunamis. Et, sentiment rassurant, le courage n'a pas d'âge, pas de classe, pas de sexe et pas de nationalité. C'est l'être humain dans son essence, dans sa dimension universelle. En ce sens, tous ceux qui croient aux valeurs universelles au-delà des différences culturelles sont confortés.

Ces différences exacerbées actuellement en un choc violent des cultures sont éclatées. Les gestes de compassion, de tendresse, de réconfort sont les mêmes partout. La douleur de perdre un être cher, de souffrir dans son corps, s'exprime avec la même émotion, la même vulnérabilité. Cette mise à nu de l'homme est le lien le plus étroit et le plus puissant qui nous relie les uns aux autres. Notre grandeur y trouve son expression la plus accomplie.

LOUIS J. ROBICHAUD (1925-2005)

L'idole politique du Nouveau-Brunswick

DONALD J. SAVOIE, OC, MSRC
Titulaire de la chaire de recherche du Canada en administration publique et en gouvernance à l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick

C'était en 1967, dans les derniers jours de la campagne électorale au Nouveau-Brunswick. Louis J. Robichaud se rendait à Tracadie, village acadien de la côte nord, afin d'y prendre la parole au cours d'une assemblée partisane. Peu avant son arrivée, mille personnes avaient déjà pris place dans une salle prévue pour en accueillir 600; entassées comme des sardines, débordant de partout, elles attendaient leur Louis.

À sa descente de voiture, ses organisateurs se rendirent vite compte qu'il serait physiquement impossible à Robichaud de franchir cette mer humaine pour parvenir à la porte d'entrée, et encore moins d'accéder à la tribune. Les Acadiens présents décidèrent alors d'improviser, on hissa le candidat à bout de bras et, de main à main, d'électeur en électeur, on le transporta jusqu'à la tribune aménagée au fond de la salle.

A cette époque, la puissance oratoire de Robichaud était probablement sans égale parmi ses contemporains. Ce soir-là, il atteignit ses auditeurs au plus profond d'eux-mêmes en parlant de son programme Chances égales pour tous, en décrivant ce qu'il signifiait pour eux et pour leurs enfants.

L'assemblée terminée, ses adjoints voulurent que Robichaud emprunte une sortie dite «de secours». Mais la foule ne l'entendait pas ainsi. Son héros sortirait par où il était venu. Il advint donc que M. Robichaud, ce soir-là, fut transporté à sa voiture comme il l'avait été à la tribune. Puis, quelques égratignures en plus, les vêtements déchirés, il s'en fut vers une autre assemblée. Il advint aussi qu'il remporta la victoire dans cette élection qui fut, sans aucun doute, la plus importante et la plus déterminante de l'histoire du Nouveau-Brunswick.

Colossale réforme sociale

En fait, cette campagne électorale prit l'allure d'un référendum portant sur une réforme sociale colossale proposée par Robichaud sous le nom de «Chances égales pour tous». Les changements projetés et les moyens mis en œuvre pour les réaliser dépassaient, en profondeur et en ampleur, les mesures adoptées au Québec lors de la Révolution tranquille.

Le programme Chances égales pour tous entraîna l'adoption de 130 projets de loi à la législature, élimina un ordre de gouvernement (les conseils de comté) et modernisa de fond en comble les services sociaux, l'éducation, les soins de santé, le gouvernement municipal, l'administration du fisc et le système

judiciaire dans la province. Robichaud créa également l'Université de Moncton, de langue française, et son gouvernement promulgua une Loi sur les langues officielles.

Ses idées et son influence se firent sentir au-delà des frontières néo-brunswickoises. D'autres provinces suivirent de près l'évolution des événements au Nouveau-Brunswick. S'inspirant du programme de Robichaud, l'Ontario, le Québec, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard allaient adopter par la suite des réformes similaires dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice ainsi que de l'administration et de la taxation municipales. La différence, toutefois, c'est que le Nouveau-Brunswick se lança dans une réforme massive et de longue portée des conditions sociales, alors que les autres provinces procédèrent prudemment et à petits pas. Telle n'était pas la façon de faire de Robichaud, dont la vision était animée par un sentiment d'urgence.

Levée de boucliers

Comme on peut s'en douter, Robichaud et sa vision ne manquèrent pas de provoquer une levée de boucliers dans la province. Les médias anglophones de la province firent front commun afin de discréditer les réformes proposées. «Voler Peter pour donner à Pierre» devint le leitmotiv pas très subtil du *Telegraph Journal* de Saint John. Dalton Camp laissa même entendre, depuis le *Daily Star* de Toronto, que le projet était antidémocratique et qu'il inaugurerait, au Nouveau-Brunswick, une «ère des commissaires» rapellant le socialisme à la soviétique.

Grâce à la victoire de Robichaud, les réformes furent assurées et le Nouveau-Brunswick ne s'en porte que mieux depuis lors. Non seulement n'y existe-t-il aucun «commissaire politique», mais la province se débrouille fort bien sur le plan économique et a démontré au reste du Canada que francophones et anglophones peuvent parfaitement travailler — et prospérer — main dans la main. Les historiens n'hésiteront pas à décrire Robichaud comme le meilleur premier ministre que le Nouveau-Brunswick ait connu.

Quelle aura été sa réalisation la plus remarquable? Ce qui distingue Robichaud de nombreux autres hommes politiques, c'était sa capacité à mettre de côté tout intérêt personnel, à définir l'intérêt public et à y donner vie. Homme de courage et de profondes convictions, son but en politique était de servir les intérêts de tous les Néo-Brunswickois et Néo-Brunswickoises, pas les siens.

Après son départ du cabinet du premier ministre, il a continué de servir l'intérêt public du Nouveau-Brunswick et du Canada à divers titres. Il s'est retiré

dans une modeste demeure au bord du détroit de Northumberland, près de Bouctouche. Il a recherché le pouvoir politique, non pas comme une fin en soi, mais parce qu'il voulait changer les choses. C'est là, malheureusement, un art qui semble s'être perdu dans les couloirs de la politique moderne.



Louis J. Robichaud

Robichaud n'eut pas besoin de s'en remettre à des doreurs d'image pour claironner ses réalisations, loin de là, et il estimait inutile de rechercher du crédit. Il a gagné ses épaulettes de la façon traditionnelle — et avec elles sont venues la visibilité et la reconnaissance, spontanément, sans qu'il l'eût recherché.

Il mit en avant un vaste ensemble de réformes, affronta ses adversaires dans l'arène publique, respecta les règles de la démocratie, et il remporta la victoire. Il resta ensuite pour mettre en œuvre le changement, toujours en faisant passer l'intérêt public avant son propre intérêt. Si de nos jours cela peut sembler naïf, c'est uniquement parce que notre époque est plus cynique. Mais c'est ce qui explique que, dans cinquante ans, les citoyens du Nouveau-Brunswick et les historiens feront encore son apologie. Sa présence et son œuvre semblent en effet prendre une importance qui s'accroît avec le passage des ans.

Héritage commun

Il demeure le seul politicien à avoir transcendé la politique partisane au Nouveau-Brunswick, et c'est d'un même élan que tous les partis politiques de la province l'applaudissent aujourd'hui. En ce sens, son héritage appartient à tous les Néo-Brunswickois et Néo-Brunswickoises, pas seulement à son parti politique.

Louis J. Robichaud était profondément attaché à sa famille. Il a affronté les moments difficiles de sa vie personnelle avec le même courage que celui qu'il a montré dans sa vie publique. Il a perdu sa première épouse, Lorraine Savoie, et leur fils aîné, Jean-Claude, victimes d'insuffisance rénale. Il a consacré beaucoup de temps et d'énergie à des campagnes de financement au profit de la Fondation canadienne du rein. Il laisse dans le deuil sa seconde épouse, Jacqueline, deux fils, Paul et René, et une fille, Monik.

Robichaud a donc laissé un énorme héritage, comme de nombreux citoyens de la province peuvent l'attester, eux dont les conditions de vie se sont grandement améliorées parce qu'il a occupé le siège de premier ministre durant dix ans. Toutefois, l'héritage le plus précieux qu'a légué Robichaud, c'est qu'il a rappelé que la politique peut être une noble vocation lorsqu'un politicien possède un programme clair et qu'il se dévoue sans compter pour le bien commun.

Hélas, impossible d'ignorer la face sinistre, horrible de cette même nature humaine. Ceux qui nient l'existence du mal trouveront matière à méditer autour des actes haïssables qui glacent le sang et qui nous sont rapportés. Preuve que les salauds existent. D'abord, ces viols de femmes dans des régions éloignées, ces viols qu'on observe, naïseux, au cours des guerres et tueries de tous genres. Puis ces kidnappings d'enfants orphelins par d'immenses personnages, en vue de les mettre sur le marché du sexe. Car n'oublions pas que ces plages idylliques balayées aujourd'hui par les vagues sont aussi des terrains de prédilection pour les clients de la prostitution adulte ou infantile.

En Suède, où le nombre de morts s'élève à plusieurs milliers, on a cessé de publier la liste des disparus pour éviter que leurs maisons soient pillées, ce qui avait commencé. «Le malheur des uns...», dit le proverbe. Lamentable aussi d'entendre des touristes sur place, étendus sur le sable, nous expliquer, souriants et sans gêne, que la vie continue, qu'ils avaient planifié leurs vacances et que, de toutes façons, ils contribuent à la reprise du tourisme, nécessité vitale de ces pays. Comment peut-on se baigner dans ces cimetières marins que sont actuellement ces plages?

Au-delà de toutes les explications sociologiques, économiques et psychologiques pour justifier pareils comportements, il n'en demeure pas moins que la nature humaine se compose aussi de salauds, d'exploiteurs et de gens indifférents à la détresse, des gens sans conscience morale. Cela nous oblige à conclure qu'il existe chez l'être humain, nonobstant les déterminismes de tous genres, un espace de liberté. Certains choisissent le dépassement, d'autres ont un réflexe de charognard. Or, pour reconnaître le héros, il faut savoir qu'existe le salaud. Les catastrophes comme celle d'il y a quinze jours nous confrontent à cette réalité aussi glorieuse que méprisable.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire), Pauline Gravel (sciences), Guillaume Bourgault-Côté (surnuméraire), Antoine Robitaille (surnuméraire), Michel Garneau (cartooniste), Diane Frecourt (responsable des pages thématiques), Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relecteurs), Léo-René Guimont et Serge Paquin (relecteurs surnuméraires), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), à l'information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier culturel), Julie Carpentier (adjointe), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels et musique) Frédérique Doyon (surnuméraire), à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires), à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (pupitre internationale et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), à l'information politique : Hélène Buzetti et Manon Cormier (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marie-Hélène Alarie (secrétaires à la rédaction), Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (commis), La documentation : Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Roch Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Dave Cameron, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebaf, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Nathalie Zemaits, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida, INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Loli Sénéchal-Berthiaume, MoniqueL'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine

SOCIÉTÉ

CONCOURS PHILOSOPHER 2004

La quête du soi

L'individualisme moderne contribue-t-il au progrès ou au déclin de l'aptitude qu'ont nos sociétés à protéger l'individu et à améliorer la situation des individus ?



AGENCE FRANCE-PRESSE

Déjà en 1840, l'historien français Alexis de Tocqueville, dans son *De la démocratie en Amérique*, mettait les hommes en garde contre les dangers de la « suffisance individualiste ».

Chaque année, les professeurs de philosophie des collèges du Québec invitent leurs étudiants à la réflexion à l'intérieur du grand concours *Philosopher*. *Le Devoir* est heureux de collaborer à cet exercice en publiant dans ses pages le texte du gagnant. Il s'agit cette fois de Laurent Chevette, étudiant au Collège régional de Lanaudière à L'Assomption. La question de l'édition 2003-2004 était la suivante : « L'individualisme est-il un signe de déclin ou de progrès de nos sociétés ? » C'est le département de philosophie du Cégep François-Xavier-Garneau de Québec qui agissait à titre d'organisateur du concours.

LAURENT CHEVETTE
Étudiant au Collège régional de Lanaudière

À se connaître soi-même, nous invitait déjà l'inscription gravée sur le temple de Delphes. Inexplorée pendant la violente et plutôt chaotique période médiévale, cette quête du « soi », d'une identité individuelle, réapparaît de nouveau au début de la Renaissance.

Émergeant d'une rupture de la structure socioculturelle traditionnelle inhérente à un important désir d'émancipation, cet individualisme renaissant, soutenu entre autres par un cogito réaffirmant l'importance du « je » à se gouverner lui-même, évoluera rapidement vers les individualismes modernes, dont la présence est aujourd'hui plus que palpable.

En effet, plusieurs individus constituant les sociétés occidentales, plus particulièrement industrialisées et démocratiques, ont atteint un niveau de vie tel qu'il leur est possible, leurs besoins essentiels étant comblés, de se consacrer au développement de leur individualité.

Cette potentialité, fruit de l'effort collectif de plusieurs générations d'individus, peut se concrétiser à travers une multitude de projets, d'attitudes et de choix de vie, d'où la pluralité des individualismes modernes. Ainsi, en fonction du sens que donne l'individu à son individualisme, il en résulte des aspects radicalement opposés, les uns susceptibles de faire stagner ou même décliner la société, les autres plutôt favorables à son progrès. Puisque l'être humain se constitue en société afin de faire respecter l'unicité à laquelle il a droit, cette même société ne saurait remplir ce rôle si elle brimait sa liberté individuelle.

Il est donc possible d'évaluer la progression ou la régression de nos sociétés en fonction de la capacité de leurs instances gouvernementales à défendre les droits et à améliorer le sort des individus qui les constituent. La question se pose donc en ces termes : l'individualisme moderne contribue-t-il au progrès ou au déclin de l'aptitude qu'ont nos sociétés à

protéger l'individu et à améliorer la situation des individus ?

Il importe tout d'abord d'établir une clarification plus que nécessaire en ce qui concerne l'individualisme moderne, car il existe aujourd'hui un manque de rigueur quant à l'emploi de cette expression. Cette pratique, qui entraîne l'apparition d'explications simplistes aux maux de la société moderne, désigne comme bouc émissaire un individualisme réduit à une philosophie de l'égoïsme et du narcissisme, attitudes qui lui sont pourtant incompatibles.

L'individualisme désigne l'individu comme valeur ayant prépondérance sur toutes les autres, ce qui ne signifie pas qu'un individualiste puisse, à la manière d'un égoïste, placer son « moi » au-dessus du « moi » d'autrui en prétextant que cette autre individualité menace la sienne. La valeur qui a la priorité étant l'individu, celle-ci ne peut se placer au-dessus d'elle-même !

Cette dégénérescence en égoïsme constitue donc une première limite de l'individualisme. Des conséquences négatives pour la société

peuvent en résulter, notamment en ce qui concerne la cohésion sociale, les relations interindividuelles étant devenues conflictuelles sous le sceau de l'égoïsme, ainsi que l'efficacité du gouvernement en place. En effet, si chacun légitime « ses » possessions et ne considère aucun partage ou, plus précisément, ne désire aucune mise en commun, il en résulte une complexification inutile de la gestion des ressources à l'intérieur de la société.

Sur le plan sociopolitique, on peut d'ailleurs identifier une seconde borne que l'individu moderne ne devrait pas négliger dans sa démarche de recherche de soi, celle du narcissisme. À ce sujet, déjà en 1840, l'historien français Alexis de Tocqueville, dans son *De la démocratie en Amérique*, mettait les hommes en garde contre les dangers de la « suffisance individualiste ». Cette attitude se caractérise par une transformation de l'individualisme, qui se concrétise alors comme une attention exclusive portée à soi-même.

Une telle concentration unique de toutes les énergies d'un individu, quoique pouvant peut-être faciliter le développement de sa personne, est susceptible d'en entraîner la dépolitisation, c'est-à-dire

une absence d'intérêt envers la vie sociale et politique. Il s'agit d'une perspective inquiétante pour une société gérée par une démocratie de représentation.

En effet, un individu dont l'intérêt est exclusivement centré sur sa personne ne dénoncerait pas un dérapage gouvernemental touchant des intérêts autres que les siens, les députés ayant pourtant comme fonction de faire valoir les intérêts de tous.

Enfin, l'individualisme, prolongé au terme de sa révolution, au moment de l'atteinte d'un confort d'ordre intellectuel, physique et social jugé satisfaisant par une majorité d'individus, ne pourrait-il pas générer une situation d'apathie généralisée se traduisant par un arrêt de l'évolution de la société, sorte de stagnation fonctionnelle impliquant une lente mais sûre déchéance du genre humain, conséquence inévitable d'un tel immobilisme sociointellectuel ?

Vecteur de développement

Malgré l'existence de ces formes radicales, étudiées notamment par Charles Taylor dans *Grandeur et misère de la modernité*, l'individualisme constitue une source d'innovation et de création au sein de la société, le libre développement intellectuel étant un droit naturel, c'est-à-dire un droit que les individus possèdent par leur existence seule. Ce droit à la liberté intellectuelle constitue d'ailleurs un facteur clé pour le progrès technique et scientifique global, avancées entraînant généralement une amélioration du sort de l'individu.

En effet, la réflexion critique nécessite une certaine distanciation par rapport aux solutions existantes, condition sans laquelle un individu pourrait difficilement innover et penser par lui-même car baignant sans cesse dans les mêmes eaux. N'est-ce pas d'ailleurs de cette façon que nombre de grands penseurs, critiquant les théories de leur époque, sont parvenus à développer des systèmes expliquant mieux les phénomènes naturels ?

Les exemples abondent : Thomas Young, qui seul défendait la nature ondulatoire de la lumière (aujourd'hui unanimement acceptée), ou Einstein, qui n'a pu élaborer sa Relativité qu'en posant un regard neuf sur le monde (des « yeux d'enfant », disait-il lui-même). Toutefois, même si l'individu crée seul le nouveau, cela n'exclut pas qu'il puisse se référer à ce qui a

déjà été fait par autrui et encore moins qu'il puisse partager le fruit de ses réflexions avec autrui.

L'individualisme fournit ainsi à la société un outil sans pareil : l'intersubjectivité. Autrui, à la fois complètement différent de « je » mais tout autant animé d'une même quête de bonheur (le sien), peut lui renvoyer une critique du point de vue de son « tu » subjectif et vice-versa, progressivité mutuelle d'une efficacité historiquement éprouvée. De plus, à l'heure actuelle, l'individu se développe souvent une ou des spécialités en un domaine donné. À l'intérieur d'un tel cadre intersubjectif, il peut donc fournir une intervention d'une qualité conséquente à sa spécialisation, contribuant ainsi à la meilleure résolution des problématiques contemporaines, d'une complexification inhérente à la mondialisation croissante de nos sociétés.

D'autre part, l'individualisme constitue un facteur de progrès social, dans l'optique où il déresponsabilise, dans une certaine mesure, l'État et les autres membres de la société envers l'individu. Ainsi, ce qui est couramment présenté comme l'ensemble des problèmes sociaux, réalités prétendument inévitables avec lesquelles tous les membres d'une collectivité doivent composer, l'individualisme les désigne plutôt comme les conséquences des choix individuels.

Une telle responsabilisation de l'individu est d'ailleurs assimilable à l'existentialisme sartrien, selon lequel « J'existe en tant que liberté » (Sartre), liberté impliquant implicitement une responsabilité individuelle. La situation d'un individu n'étant imputable qu'à ses décisions et actes, et non pas à la société ou à autrui, il en ressort une société qui n'agit plus comme « agent d'assurance » et dont les individus ne sont pas contraints à s'investir dans la cause d'autrui. Cela peut être considéré comme un progrès de nos sociétés puisqu'elles doivent assurer, comme il a été mentionné précédemment et en vertu de la loi constitutionnelle canadienne, la protection des droits individuels.

Un bilan

Ainsi, si l'individualisme porte en lui un potentiel de nuisance pour la société, son affranchissement passe certainement par la prise de conscience, par l'individu, de ces risques indissociables d'un travail de recherche de soi. En effet, ce n'est que par une autorégulation individuelle (et non par un interventionnisme étatique, de loin trop complexe dans sa ges-

tion) que l'individu, à l'intérieur de sa démarche personnelle, pourra repérer et corriger ces déviations, notamment vers l'égoïsme et le « moi » outre mesure.

Cette nécessité s'explique aussi par le fait que l'individu peut, avec sa pensée critique seule, détruire les valeurs traditionnelles jugées insatisfaisantes afin d'en ériger de nouvelles : le prix à payer pour une telle liberté en est un d'incertitude et d'instabilité.

Certes, être seul à l'intérieur de ce complexe dédale d'idées peut être déconcertant, mais le fruit des efforts qu'un individu fournit pour se définir lui-même ne transcende-t-il pas l'impression illusoire d'une sécurité intellectuelle qui repose sur le conformisme et l'acceptation *a priori* ? Ainsi, en situation de crise, l'individu, mû par un instinctuel désir de survie, ne se tournera-t-il pas vers autrui en ce moment de trouble intérieur ? De là apparaît in-

terieur de nos sociétés, justement caractérisées par la libre pensée et la libre expression, autant journalistique que médiatique, quoique les médias contemporains contrôlent en sélectionnant l'information véhiculée par leur moyen, ce qui représente une source potentielle de censure.

D'autre part, l'individualisme origine d'un désir humain de chercher son intégrité, son authenticité. Cette réalité est aujourd'hui observable, ne serait-ce que par le nombre croissant d'individus qui se remettent en question à un moment de leur vie et effectuent, conséquemment, un pèlerinage spirituel. L'individu qui en ressort, normalement plus heureux de son sort et plus épanoui envers lui-même, constitue un facteur volontaire de production pour la collectivité et est alors plus apte à s'intéresser par lui-même à autrui et aux intérêts communs à tous. Enfin,

puisque l'individualisme constitue un gardien efficace de la liberté de l'individu, il saurait être utile dans le contexte contemporain du respect immuable que l'homme a choisi de vouer à sa liberté et à celle d'autrui. À la suite de cette analyse, l'individualisme semble donc trouver, dans nos sociétés encore, des points d'ancrage et des motifs légitimant son existence.

En somme, l'individualisme moderne, duquel ressort un dualisme opposant destruction et création pour nos sociétés, semble apte à réaliser l'invitation à se connaître soi-même. Il faut demeurer conscient du fait que la quête de soi ne constitue peut-être qu'une partie des possibilités offertes à l'être humain par la vie. En effet, l'individualisme dont il était question en était un de nature tout à fait occidentale, mais qu'en est-il des philosophies orientales, dont l'individu n'est pas nécessairement la valeur suprême ?

Qu'ont à offrir à nos sociétés ces visions adoptées par les nombreux individus qui composent l'autre portion du monde ? Une confrontation interculturelle qui s'impose déjà dans un contexte de mondialisation croissante et dont les dénouements sont nombreux : nos jeunes sociétés sont-elles prêtes à une telle expérience ?

En résultera-t-il une souhaitable intersubjectivité culturelle ou l'égoïsme national aveuglera-t-il plutôt les nations ?

Plusieurs Occidentaux ont atteint un niveau de vie tel qu'il leur est possible de se consacrer à leur individualité.

DICTIONNAIRE QUÉBÉCOIS-FRANÇAIS

Lionel Méney

Pour mieux se comprendre entre francophones

Tout ce qu'il faut savoir sur le français d'ici...

Un vaste corpus québécois :

- la langue de Victor-Lévy Beaulieu, la Bolduc, Yvon Deschamps, Richard Desjardins, Clémence Desrochers, Réjean Ducharme, Germaine Guévremont, Claude Jasmin, Plume Latraverse, Félix Leclerc, Raymond Lévesque, Doris Lussier, Gaston Miron, Pierre Perrault, Luc Plamondon, Michel Rivard, Gabrielle Roy, Félix-Antoine Savard, Michel Tremblay, Gilles Vigneault, etc.
- la langue de la publicité, de la presse, de la radio et de la télévision
- la langue de tous les jours

des données lexicographiques complètes :

- des milliers de mots et d'expressions imagées
- des événements, des lieux, des personnages qui ont marqué les Québécois
- des milliers d'exemples authentiques
- les conditions d'emploi grammaticales et sémantiques
- les niveaux de langue (familier, populaire, argotique, vulgaire)
- l'origine ou l'étymologie des mots et des expressions
- le jugement des grammairiens sur la correction des termes

les équivalents exacts en français standard :

- avoir une craque dans la tête : avoir une araignée au plafond
- c'est le bout de la mardo! : comme merde, on fait pas mieux!
- en avoir plein le casque : en avoir ras la casquette
- prendre une débarque : se prendre une gamelle
- avoir de la jarmigoin : en avoir dans la tronche
- manquer le bateau : manquer le coche
- avoir les shakes : avoir les chocottes
- avoir son voyage : en avoir sa claque
- es-tu fou, toi ? : ça va pas la tête ?
- prends ça easy! : cool, Raoul!
- mets-en! : tu l'as dit bouffi!

Docteur en linguistique, professeur d'université, il observe, analyse et compare le français québécois et le français standard depuis 1969.

ISBN 2-7601-6572-8
(1920 pages) - 37\$
Reliure rigide

Guérin
4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Téléphone : (514) 842-3481
Télécopieur : (514) 842-4925
Courriel : franc@guerin-editeur.qc.ca
Site Internet : http://www.guerin-editeur.qc.ca

...et le français standard dans son usage réel